

Les courants laïcs, entre le pouvoir et l'opposition

La révolution ne prend pas sa source de l'islamisme modéré mais du succès du mouvement d'opposition social, intellectuel et laïc, malgré les restrictions du gouvernement.

Gennaro Gervasio

Les « révolutions arabes », aussi connues en Occident sous le nom de *Printemps arabe*, qui ont débuté à la fin 2010, ont conduit les courants politiques laïcs ou du moins non islamiques, dont le rôle s'est longtemps vu assombri et a même été complètement ignoré par des journalistes, des analystes et des experts en tout genre, au centre de l'attention des médias et de l'opinion publique internationale.

Cet article entend retracer les traits essentiels de l'évolution de ces courants, en tenant compte des différences internes et, surtout, de leur relation avec le pouvoir, avec la contrepartie islamique et avec de possibles trajectoires à venir. Pour des raisons d'espace et du fait de l'importance du pays, cette analyse est centrée sur le cas de l'Égypte.

Reconstruire l'histoire du courant laïc, en tant que pensée ou en tant que praxis politique, semble aujourd'hui plus que jamais nécessaire pour réfuter un vieux mythe, en vogue actuellement, selon lequel l'islam politique représente la seule véritable opposition dans le monde arabe. Ce mythe s'explique, d'un côté par sa popularité et, de l'autre, par la supposée incapacité des mouvements laïcs à offrir une alternative valide aux régimes au pouvoir.

La rapide évolution des événements de ces trois dernières années, en particulier en Égypte, mais aussi en Tunisie, invite à la prudence dans la formulation d'hypothèses sur l'avenir. Cependant, l'on peut démontrer que l'on doit chercher les racines des révolutions arabes, quelles que soient les trajectoires actuelles et futures, dans l'activisme d'inspiration laïque et, en particulier, de gauche. Cet activisme ne s'est jamais éteint – malgré le manque voire l'absence d'attention que lui ont prêté les médias internationaux et locaux – et il s'est ravivé à la fin des années 2000, en Égypte mais aussi dans d'autres pays au centre du *Printemps arabe*, comme le Yémen, le Bahreïn, la Syrie, le Maroc et, dans une moindre mesure, la Tunisie.

Néanmoins, avant d'analyser le rôle de ces mouvements laïcs dans la période pré révolutionnaire et depuis 2011, il serait peut-être bon de reconstruire, bien que succinctement, l'origine de ces importants courants

arabes de pensée et de praxis politique qui sont, cependant, peu connus.

Le laïcisme aux origines de la pensée arabe moderne

Contrairement à ce que beaucoup pensent et écrivent sur « la primauté religieuse » parmi les courants politiques modernes du monde arabe, ce sont les tendances séculière-libérale, nationaliste et, ensuite, socialiste qui ont d'abord sur la scène politique d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, bien avant l'islamisme politique.

Quoi qu'il en soit, certaines précisions sont nécessaires. S'il est vrai que le courant séculier est arrivé dans le monde arabe à travers l'Europe, poussé par les vents de la Révolution française (les Lumières, le libéralisme), des mouvements nationalistes de 1848 et de l'histoire de la Commune de Paris (1871, pour le socialisme), il est tout aussi vrai que seule une petite partie de cette transmission est attribuable à l'agression coloniale.

De ce fait, le Proche-Orient ne tomba entre les mains du colonialisme européen qu'après la Première Guerre mondiale, alors que le laïcisme avait déjà pris racine dans le Levant arabe au cours du dernier quart du XIX^e siècle, ou même avant. Cette observation est importante car les intellectuels de la Renaissance arabe, *Al Nahda*, se sont penchés sur les principaux débats de la modernité européenne depuis le début pour filtrer les idées provenant d'Europe, avec leur patrimoine et leur substrat sociopolitique. Ce travail d'interprétation fut effectué malgré la continuelle propagande islamiste, qui a toujours voulu voir dans la pensée laïque un instrument des colonisateurs pour soumettre les terres conquises.

En réalité, l'on ne peut pas parler d'une « colonisation » des esprits et des consciences arabes, car cela reviendrait à prôner un immobilisme substantiel de la « Raison arabe », destinée à la répétition éternelle des canons traditionnels islamiques. Remarquons aussi que, suivant le sillage du philosophe marocain, Muhammad

Abed al Yabri, beaucoup d'intellectuels arabes défient même la « paternité » de la laïcité européenne, comprise comme la séparation entre religion et politique, ou entre les « questions de Dieu » et les « affaires des hommes », l'attribuant au grand philosophe d'Al Andalous, Averroès, qui vécut dans la cour du calife de Cordoue au XII^e siècle. Averroès aurait été, de ce fait, le premier à avoir postulé la possibilité rationnelle du laïcisme et c'est à lui que se sont rapportés, selon Al Yabri, les pionniers de la Renaissance européenne pour sortir de l'obscurantisme médiéval.

Au-delà de ces disputes philosophiques, il est vrai que, au cours du dernier quart du XIX^e siècle, tandis que les puissances européennes se préparaient à mener à bien leurs plans coloniaux dans la Méditerranée sud-orientale (la colonisation avait commencé en Algérie en 1830), les intellectuels du Levant arabe, encore sous la domination de l'Empire ottoman, ont commencé à inclure, à traduire et à réinterpréter les théories provenant d'Europe.

Des écrivains et des théoriciens, tels que Adib Ishaq (m. 1885) et Farah Antoun (m. 1922), se trouvent parmi les précurseurs de la laïcité sur les terres arabes, et bien qu'ils étaient originaires de la Grande Syrie, ce n'est qu'en Égypte où ils ont trouvé l'humus adéquat pour enrichir leurs pensées, grâce à la présence d'intellectuels comme Salama Moussa (m. 1958), considéré le père du socialisme arabe. De ce fait, des écrivains et des artistes provenant de tout l'Orient, mais surtout de l'Empire ottoman, confluaient au Caire. Cette nouvelle classe intellectuelle représentait une « avant-garde dirigeante » de l'État moderne égyptien fondé par le vice-roi Muhammad Ali, qui voulait faire de l'Égypte « un appendice de l'Europe en Afrique ».

Parallèlement aux travaux de modernisation, il faut citer le rôle crucial qu'ont joué les intellectuels égyptiens dans la création du sentiment national, forgé en particulier par l'arrivée de la colonisation britannique (1882). Cette année-là, l'on assiste à la naissance du mouvement national égyptien, avec la révolte d'Ahmad Urabi (1841-1911), et au début du mouvement ouvrier, avec les grèves de milliers de travailleurs du charbon à Port Saïd.

Une grande partie de la nouvelle *intelligentsia* égyptienne, de tendance libérale et séculière, s'aligna avec le mouvement de libération national, provoquant ainsi un débat politique et social fructueux qui trouva sa place dans une presse naissante et vivace, dont il faut remarquer le journal *Al Liwa*, fondé en 1900 par l'avocat Moustafa Kamil (1874-1908), considéré comme le porte-parole de l'aile la plus radicale du mouvement nationaliste égyptien, autour duquel se sont réunis les plus grands intellectuels de l'époque. De ce groupe est né, en 1906, Al Hizb al Watanî (Parti Nationaliste), qui a pris son nom et une partie de son agenda politique du mouvement d'Urabi. Bien qu'au début, il se limitait presque à un club d'intellectuels intéressés par les problèmes des masses, il faut le considérer comme le premier parti politique fondé en Égypte et ce fut, évidemment, un parti essentiellement laïc-nationaliste. C'est dans cette lignée nationaliste libérale qu'a eu lieu la révolution de 1919 contre l'occupation britannique

et c'est de ce mouvement de masses que surgirait le parti libéral Wafd, destiné à dominer, non sans difficultés, avec des contrastes et des contradictions, la vie politique égyptienne jusqu'à la révolution des Officiers Libres de 1952.

Les courants laïcs, entre le pouvoir et l'opposition

Au nationalisme bourgeois du Wafd, expression de la naissante bourgeoisie, s'est joint un autre courant principal du sécularisme égyptien et arabe : la gauche. À la vérité, les idées socialistes avaient pénétré dans le monde arabe en même temps que le nationalisme libéral, grâce aux intellectuels qui voyaient dans le socialisme non seulement un espoir contre le joug colonial, mais aussi une émancipation des classes travailleuses des aristocraties locales. Ce n'est pas un hasard que Moussa ait écrit son traité *Le Socialisme* en 1913, et que les travailleurs d'origine européenne, installés à Alexandrie et au Canal de Suez, aient diffusé parmi la main d'œuvre locale les idées de la gauche européenne, qui commençait à s'organiser.

Dans les années vingt, après le succès de la révolution russe, s'est produit le premier choc entre les forces émergentes de la gauche contre le condominium anglo-monarchique et contre les partis bourgeois laïcs, avec le Wafd en tête. Ceci démontre que, sans nier l'importance de l'expérience politique islamique, jusqu'à la fin des années trente, les politiques hégémoniques dans le pays arabe le plus peuplé et important étaient essentiellement de tendance laïque. Paradoxalement, malgré le caractère bourgeois et élitiste du Wafd, il a réussi à obtenir une base réelle de militants et de votants, en partie parce que la gauche manquait d'une connexion entre l'élite intellectuelle et les masses majoritairement analphabètes qui avaient commencé à migrer de la campagne vers les villes.

Dans le mouvement de masses des années quarante contre la monarchie, les partis bourgeois et l'occupation britannique, la gauche joua un rôle clé aux côtés des Frères musulmans (nés en 1928). Ce fait démontre comment une opposition laïque populaire, en contraposition au Wafd, avait pris racine en Égypte et entrainé en concurrence avec l'islam politique et avec le pouvoir. Cependant, malgré son influence intellectuelle, sa présence dans les rues et dans les zones rurales, ni ce mouvement de gauche, ni son rival islamiste (les Frères musulmans), ni les ultranationalistes ont renversé le régime monarchique, allié aux partis bourgeois, sur lequel veillait la Grande Bretagne. Ce sont les militaires qui ont pris le pouvoir en juillet 1952, sous la direction de Gamal Abdel Nasser.

Diviser pour régner

Depuis 1952, dans l'idée d'un nouveau régime guidant l'Égypte vers la modernisation, les membres de l'ancien régime libéral, ainsi que l'opposition islamiste, ont été réprimés. Raison pour laquelle le cou-

rant d'opposition laïc était représenté presque totalement par la gauche, qui se trouvait dans une situation difficile, aussi bien dans la théorie que dans la praxis politique.

Du point de vue théorique, les Officiers Libres ont adopté, bien qu'à leur façon, un agenda populiste basé sur la justice sociale qui incluait un programme traditionnellement « de gauche ». Du point de vue organisationnel, les organisations de gauche – partis, syndicats, groupes de jeunes et universitaires – étaient officiellement interdites par le régime, rendant ainsi l'activité politique de plus en plus difficile sinon impossible, après les détentions massives entre 1959 et 1964.

Pendant les années soixante est née, à l'ombre de Nasser, une nouvelle opposition laïque, qui ajoutait aux consignes de justice sociale, usées et abusées par le nassérisme, la demande d'un système démocratique et d'un État civil, non seulement en opposition à l'État religieux évoqué par la propagande islamique, mais aussi en tant qu'antidote contre l'État militaire construit par Nasser et perfectionné par son successeur, Anouar el Sadate (1970-1981).

C'est vers la période de Sadate que nous devons nous tourner pour reconstruire les dynamiques actuelles. De ce fait, avec le respect requis envers ceux qui le voient comme une « victime du terrorisme islamique », ce fut la *raïa* lui-même qui s'efforça d'écraser l'opposition laïque nouvellement née. Après la défaite de la guerre des Six Jours (1967) et la mort du « despote » Nasser (1970), l'opposition laïque commença à remettre en question la figure de Sadate, demandant une réforme démocratique et l'ouverture dans les universités, les usines et les rues, de nouveaux espaces pour l'action politique, après plus d'une décennie de propagande étouffante et de « pensée unique ».

En plus de la répression, Sadate utilisa l'islam politique pour contrecarrer la gauche et les autres laïcs, à travers l'octroi d'une amnistie aux leaders des Frères musulmans en exil et en ouvrant la voie aux jeunes islamistes dans les universités. Cette dynamique du bâton et la carotte, que Sadate a payé de sa propre vie, s'est répétée sous Hosni Moubarak, une période durant laquelle le régime s'est servi de l'opposition islamique et séculière, pour s'ériger en tant que défenseur de l'ordre public et de l'État « laïc ».

Le chemin vers la révolution de 2011 et au-delà

Les années Moubarak, surtout à partir des années 2000, ont été marquées par les tentatives du régime d'occuper tout l'espace politique, à travers un mélange de clientélisme, de cooptation et de répression brutale de la dissidence. En conséquence, une nouvelle opposition active a surgi, exprimée en dehors de la politique formelle, la dite *street politic*, après une décennie de grèves, sit-in, manifestations, qui ont politisé un nombre de plus en plus grand d'Égyptiens, grâce aussi à l'accès aux nouvelles technologies.

Ce genre d'activisme, symbolisé par les célèbres grèves des usines de Mahalla (qui ont débuté en 2006) et par

l'expérience du mouvement séculier Kifaya (Ça suffit !), actif depuis 2004 contre la réélection de Moubarak, était d'inspiration antisystème, en opposition au courant islamique qui tenta de s'intégrer dans le système de pouvoir, en acceptant même le rôle d'opposition « systémique » au Parlement entre 2005 et 2010.

Ainsi donc, ce n'est pas tant dans l'activisme islamique, modéré, et qui a souvent appuyé le régime en matière économique, extérieure et sociale, qu'il faut chercher les racines des révolutions en cours, mais dans le succès de ce nouveau mouvement d'opposition sociale et intellectuelle, de tendance essentiellement laïque, malgré les fortes restrictions imposées par le gouvernement et la concurrence islamique.

La naissance d'un mouvement ouvrier indépendant pour faire face aux conséquences sociales de l'application sauvage des réformes néolibérales, la récupération de l'activisme des étudiants, l'émergence d'une presse indépendante, libre du contrôle du pouvoir, l'apparition d'une société civile autonome et « globalisée », qui ne s'est pas séparée de son tissu social local, sont autant d'antécédents des « 18 jours », historiques, où le peuple égyptien, uni pour une fois, réussit à mettre fin à 30 années de gouvernement de Moubarak.

Cependant, nous ne devons pas oublier que cette opposition sociale, née du contexte de la classe populaire et de l'étouffement des élites, n'a pas été capable de former une classe politique révolutionnaire et de prendre le pouvoir. Au contraire, elle a dû s'appuyer sur l'armée et sur l'opposition islamique, toutes deux surprises par les manifestations, mais prêtes à profiter de la révolte dans leurs propres intérêts.

Presque trois ans après la chute de Moubarak, après la première période de cohabitation entre les militaires et les Frères musulmans, la brièveté du gouvernement du parti islamiste et, finalement, le récent « coup d'État révolutionnaire » (*Inqilab Thawri*) de juillet 2013, l'opposition séculière – en commençant par la gauche et les forces progressistes – se trouve une fois de plus dans une position difficile, précisément alors que les forces faiblement intéressées par le changement sociopolitique, semblent avoir perdu le contrôle de la Révolution.

De même que pendant les années de Nasser, le gouvernement provisoire qui dépend de l'armée s'est octroyé le droit de représenter le « laïcisme d'État » en controposition à la récurrente « menace islamiste » des Frères musulmans. Dans cette conjoncture, le principal défi des forces véritablement laïques et, surtout, de la gauche, sera de convaincre l'opinion publique du fait que l'objectif du changement politique et social ne peut pas être abandonné au nom d'une supposée « menace terroriste » et de se rappeler que la laïcité ne signifie pas l'exclusion des partis religieux de la sphère publique. Plutôt le contraire, cette laïcité devrait se caractériser par la création d'un « État civil » (et donc sans protection militaire) inspiré des idéaux de démocratie et de justice sociale, qui sont à la base du *Printemps arabe*. ■